

Point de Presse du Conseil d'Etat

27 mars 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Soutien au programme de développement communautaire « Village-FXB » au Burundi	4
Genève-Confédération	5
Avis nuancé sur la révision partielle de la loi fédérale sur la consultation	5
Modification du concordat sur les entreprises de sécurité.....	5
Vérification des qualifications professionnelles : oui au projet d'ordonnance fédérale.....	6
Genève	7
Mesures d'économies imposées à plusieurs titres de Tamedia	7
Rencontre avec le bureau du Grand Conseil.....	7
Lancy – Les Semailles : quelque 750 logements envisagés	7
Liquidation du Fonds pour le logement temporaire	8
Projet de loi sur la Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison.....	8
Approbation des comptes 2012 des Services industriels de Genève.....	9
Approbation des comptes 2012 de la Fondation pour les terrains industriels de Genève	10
Approbation des comptes 2012 des Hôpitaux universitaires de Genève	10
Envoi de la déclaration fiscale : suppression d'un émolument	11
Part cantonale du bénéfice Loterie romande : première attribution 2013.....	11
Collonge-Bellerive : élection complémentaire d'un conseiller administratif	11
Changements d'élus communaux au mois de mars	12
Condoléances suite au décès de M. Jean-Claude Favez, ancien recteur de l'Université de Genève	12
Agenda des invitations à la presse	13

Genève internationale

Soutien au programme de développement communautaire « Village-FXB » au Burundi



Le Conseil d'Etat a accordé à l'association [François-Xavier Bagnoud – FXB International](#) une contribution globale de 115'000 francs sur trois ans (2013-2015) pour son projet en faveur de familles très précaires burundaises dont les enfants sont en situation de vulnérabilité : ex-enfants soldats, enfants souffrant de

handicaps, orphelins du sida, etc.

L'association propose un accompagnement global incluant notamment un soutien alimentaire, l'intégration scolaire des enfants, la formation professionnelle des jeunes, le suivi médical des personnes malades – en particulier celles atteintes du VIH-Sida –, l'accès à l'eau et l'hygiène, l'assainissement du logement, la sensibilisation aux droits fondamentaux, un soutien juridique et psycho-social ainsi qu'un appui financier pour le lancement d'activités génératrices de revenus.

Ce soutien vise à rendre les familles concernées financièrement et socialement indépendantes afin qu'elles puissent prendre en charge leurs enfants dans de meilleures conditions. Au total, le projet bénéficiera à quatre-vingts familles – soit près de 600 personnes – d'un quartier populaire de la capitale, Bujumbura.



Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 40.

Avis nuancé sur la révision partielle de la loi fédérale sur la consultation

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de consultation relative à la [révision partielle de la loi fédérale sur la consultation \(LCo\)](#). Dans son courrier à la Chancellerie fédérale, le gouvernement genevois exprime un avis plutôt favorable à la révision proposée, en particulier quant à l'introduction d'une obligation de communiquer les résultats des procédures, la suppression des procédures d'audition ou la mise en œuvre des procédures par voie électronique également.

Le Conseil d'Etat porte toutefois un regard plus critique sur les propositions qui ne paraissent pas de nature à réaliser les objectifs attendus d'une procédure de consultation – obtenir une prise de position éclairée sur un projet législatif –, soit parce que le délai est trop court (procédures urgentes), soit en raison de la forme exceptionnelle autorisée (consultation par voie de conférences).

Le Conseil d'Etat n'est par ailleurs pas favorable à ce que les cantons soient rangés dans une catégorie particulière pour laquelle des dérogations aux principes généraux de consultation seront admissibles, telles que la réduction du cercle des destinataires.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Modification du concordat sur les entreprises de sécurité

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi l'autorisant à adhérer à une modification du 5 octobre 2012 du [concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité](#).

Cette révision porte sur les points principaux suivants :

- introduction de la possibilité d'adapter la composition et les tâches de la Commission concordataire en cas d'adhésion de nouveaux cantons ;
- extension du concordat aux surveillants d'établissements publics et de commerces, dès lors qu'il est apparu que ces derniers sont, dans les faits, quotidiennement confrontés à des situations délicates susceptibles de dégénérer et d'entraîner des abus en tout genre ;

- amélioration du concordat sur d'autres points, en fonction des expériences tirées de la pratique (précision des obligations à la charge des entreprises elles-mêmes, ancrage dans le concordat de dispositions importantes figurant actuellement dans des directives, etc.).

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Vérification des qualifications professionnelles : oui au projet d'ordonnance fédérale

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du projet d'[ordonnance d'application de la loi fédérale portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications \(LPPS\)](#), soumis à une procédure d'audition par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche.

Le canton de Genève ne demande pas l'ajout de nouvelles professions à cette liste exhaustive. En revanche, il demande que dans le cadre de la pratique des professions réglementées, l'absence de condamnations pénales soit vérifiée en particulier pour les professions de l'enseignement, de la santé et du social.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquoz, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21 88.

Mesures d'économies imposées à plusieurs titres de Tamedia

Ayant appris le projet du groupe Tamedia d'exiger de la part de plusieurs de ses titres romands des économies à hauteur de quelque 18 millions de francs, le Conseil d'Etat a adressé un courrier à M. Pietro Supino, président du conseil d'administration de Tamedia, pour lui faire part de sa vive inquiétude.

Conscient que le paysage médiatique traverse actuellement une période de profonde restructuration, le gouvernement déplore cependant une telle décision qui, si elle venait à se confirmer, mettrait en péril de nombreux emplois. Il invite M. Supino à reconsidérer son projet de mesures d'économies, qui aurait un impact sur la pluralité et la qualité de l'offre médiatique, particulièrement en Suisse romande.

Attaché à la qualité du débat démocratique véhiculé par les médias, le Conseil d'Etat suivra avec la plus grande attention l'évolution de la situation et examinera, dans le champ de ses compétences, ses possibilités d'intervention.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant Teresa Skibinska, secrétaire générale adjointe, DIP, ☎ 022 546 69 35 ou 079 503 77 99.

Rencontre avec le bureau du Grand Conseil

Le Conseil d'Etat a rencontré ce jour le bureau du Grand Conseil dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette rencontre traditionnelle a été l'occasion d'aborder différentes thématiques, dans la perspective du changement de législature en décembre prochain. On retiendra ainsi, entre autres, l'approbation du plan directeur cantonal d'ici au 20 septembre 2013, la caisse de pension des magistrats du Pouvoir judiciaire, la réforme de la fiscalité immobilière ou encore le projet de loi sur la surveillance de l'Etat.

Il a également été question, lors de cette rencontre, de la planification des adaptations législatives à la nouvelle constitution, qui entre en vigueur le 1^{er} juin prochain.

Lancy – Les Semailles : quelque 750 logements envisagés

Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur de quartier (PDQ) « Les Semailles » à Lancy, portant sur la réalisation d'environ 750 logements.

Situé dans la couronne suburbaine de l'agglomération genevoise, le quartier des Semailles se



située en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée). Il est délimité à l'ouest par le ruisseau du Voiret, à l'est par l'avenue des Communes-Réunies, au nord par la place du 1^{er}-Août et au sud par le chemin des Palettes. Cette zone constitue un enjeu prioritaire en termes d'urbanisation au niveau cantonal.

Initié par la Ville de Lancy, le PDQ des Semailles précise les intentions des autorités communales et cantonales et constitue un ensemble de règles pour les propriétaires et pour les opérateurs, privés et publics, qui seront impliqués dans la mise en œuvre du quartier. En pratique, le PDQ prévoit :

- de développer ce secteur afin de répondre à la forte demande de logements ;
- d'intégrer les nouvelles réalisations au fur et à mesure de leur édification dans un environnement de qualité paysagère élevée ;
- d'apporter une haute qualité environnementale pour les nouveaux édifices, de la conception à la gestion.

Le PDQ fixe les grandes orientations de l'aménagement d'un quartier situé sur une ou plusieurs communes. Il affine le contenu du [plan directeur cantonal](#) ou [communal](#) mais ne précise pas le détail des réalisations, qui fait l'objet de procédures ultérieures. A ce titre, les différents plans localisés de quartier (PLQ) prévus dans le PDQ répondent aux attentes exprimées par la Cour des comptes : ils ne définissent pas le contour exact des bâtiments futurs, mais des emprises constructibles dans lesquelles des immeubles de forme et de nature différents pourront s'implanter. La qualité architecturale sera jugée ultérieurement au stade de l'autorisation de construire, lorsqu'un projet concret sera déposé. Les façades, leur forme, leur couleur, la largeur des ouvertures et leur rythme, les matériaux utilisés ne peuvent pas être définis dans le PLQ.

Pour toute information complémentaire : M. Fabio Dubs, chef de projet à la direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 74.

Liquidation du Fonds pour le logement temporaire

Le Conseil d'Etat a décidé de liquider le Fonds pour le logement temporaire. En effet, ce Fonds était institué par l'article 4 du règlement concernant l'émolument annuel des employeurs recourant à la main d'œuvre étrangère saisonnière et géré par le règlement de la commission consultative pour le logement des travailleurs saisonniers. Or, ces deux règlements ayant été abrogés, le Fonds pour le logement temporaire n'a plus de fondement juridique.

Le solde de ce fonds, qui s'élève à 783'635 francs, sera transféré à la société anonyme SALT SA, qui a pour but d'offrir des logements à caractère social répondant à des besoins limités dans le temps. Ce montant servira à l'entretien et à la mise aux normes des bâtiments situés au chemin Ternier 7-9 et à la rue Marziano 7-9, dans le quartier des Acacias, pour lesquels l'Etat vient de constituer un droit de superficie en faveur de SALT SA.

Pour toute information complémentaire : Mme Pascale Vuillod, juriste, direction administration et support, office des bâtiments, DU, ☎ 022 546 61 94.

Projet de loi sur la Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi sur la Caisse de prévoyance des fonctionnaires de la police et de la prison (CP), répondant à des exigences juridiques liées à la réforme du deuxième pilier.

La réforme de la prévoyance professionnelle a introduit des nouveautés en termes de gouvernance des institutions de prévoyance. Le plus important de ces changements, qui a une incidence directe sur l'organisation et la structure de la caisse, est la clarification du rôle des instances.

Selon ses statuts actuels, la CP est une corporation de droit public dont les membres – à savoir les assurés actifs et les pensionnés – exercent leurs droits de participation dans le cadre d'une assemblée générale. Cette assemblée dispose actuellement de certaines prérogatives telles que l'approbation des comptes, des rapports annuels d'activité et des modifications statutaires. En vertu du droit fédéral, elle ne pourra plus les exercer dans le futur.

En effet, la réforme réserve dorénavant à l'organe paritaire la haute gestion sur l'institution de prévoyance et définit un certain nombre de compétences inaliénables et intransmissibles, au sein desquelles figurent en particulier les prérogatives conférées actuellement à l'assemblée générale.

Afin de se conformer aux exigences du droit fédéral, la participation des assurés a été maintenue mais avec des pouvoirs de nature principalement consultatifs.

Les modifications de la [loi sur la prévoyance professionnelle \(LPP\)](#) exigent que l'employeur public arrête les grands principes de gestion de l'institution de prévoyance en tant qu'autorité publique. Il fixe ses principes dans un acte législatif limité, en règle générale, aux aspects suivants :

- forme juridique de l'institution de prévoyance de droit public ;
- fonctionnaires assurés ;
- primauté des cotisations ou primauté des prestations ;
- financement ou prestations ;
- définition du traitement pris en compte ;
- éléments essentiels de l'organisation et rapport avec la surveillance de droit public ;
- conditions des mesures d'assainissement.

La séparation des compétences de la collectivité publique par rapport à celles de l'organe paritaire doit permettre d'assurer que les engagements de la première envers son institution de prévoyance soient clairement définis et circonscrits. En parallèle, l'organe suprême doit disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour garantir l'équilibre financier de l'institution de prévoyance.

Le projet de loi du Conseil d'Etat prévoit que le financement soit fixé par le Grand Conseil. Ce financement implique en particulier la fixation du taux de cotisation à charge des employeurs et des employés ainsi que l'assiette sur laquelle il est prélevé.

Il est par ailleurs proposé qu'une fois la loi votée, le règlement de prévoyance dans sa version initiale soit adopté par le Conseil d'Etat de manière à permettre à la Caisse de disposer immédiatement des règles nécessaires à son fonctionnement. L'ensemble des modifications ultérieures du règlement de prévoyance relèveront de la seule compétence du comité de la caisse.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Approbation des comptes 2012 des Services industriels de Genève

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes des Services industriels de Genève (SIG) pour l'année 2012.

Au cours de cet exercice, le résultat opérationnel a atteint 172 millions de francs, en progression d'environ 50 millions de francs par rapport à 2011. Les charges sont restées stables, à 337 millions de francs (+0,1%). Les achats d'énergie sont en diminution de 28 millions de francs par rapport à 2011, pour un total de

416 millions de francs. Le coût moyen d'approvisionnement en électricité est en baisse, notamment grâce à une excellente production du barrage de Verbois. Les coûts d'achat du gaz ont quant à eux diminué, grâce à la renégociation des contrats d'approvisionnement à long terme. Enfin, les produits sont en hausse de 24 millions de francs, pour atteindre 1,078 milliard.

L'activité des SIG à Genève a généré un bénéfice de 18 millions de francs auxquels il faut ajouter les dividendes de 54 millions de francs perçus grâce aux participations de SIG dans EOSH et EDH, soit un résultat de 72 millions de francs avant consolidation. Toutefois, si ce résultat positif montre la bonne santé structurelle des Services Industriels de Genève, il n'en demeure pas moins que les mauvais résultats d'Alpiq ont un impact négatif sur les résultats de l'entreprise à hauteur de 110 millions de francs. Au final, l'exercice 2012 se clôt donc sur une perte de 71 millions de francs, soit à un niveau comparable à 2011, pour des motifs similaires.

Il convient cependant de relever que les SIG ont conservé leur capacité d'investissement en 2012, puisqu'ils ont réussi à s'autofinancer à hauteur de 89%, pour un investissement total de 242 millions de francs. Bien que le reste ait été couvert par l'emprunt, l'endettement brut a diminué de 21 millions de francs pour atteindre 607 millions à la fin de l'année. Les fonds propres de l'entreprise et la trésorerie atteignent quant à eux respectivement 2'344 millions et 36 millions de francs.

Malgré des résultats négatifs, le Conseil d'Etat constate que les SIG gardent toute leur capacité à financer, notamment, la politique énergétique cantonale dans les années futures. La gestion des risques et des grands projets devront être toutefois particulièrement suivis ces prochaines années.

Pour toute information complémentaire : Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.

Approbation des comptes 2012 de la Fondation pour les terrains industriels de Genève

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2012 de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI).

Le résultat net s'élève à 22,298 millions de francs, dont 13 ont été rétrocédés à l'Etat de Genève et le solde attribué au fonds d'acquisition des terrains industriels.

Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur financier, DARES, ☎ 022 546 88 30.

Approbation des comptes 2012 des Hôpitaux universitaires de Genève

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2012 des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), qui présentent un résultat équilibré avec un total des charges et des produits s'élevant chacun à 1,695 milliard de francs.

L'exercice 2012 est le premier du contrat de prestations conclu entre l'Etat de Genève et les HUG pour les années 2012 à 2015, adopté par le Grand Conseil le 29 juin 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur financier, DARES, ☎ 022 546 88 30.

Envoi de la déclaration fiscale : suppression d'un émolument

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement fixant les émoluments de l'administration fiscale cantonale.

Chaque année, les déclarations fiscales complétées par les contribuables doivent être retournées à l'administration fiscale cantonale avant le 31 mars. Il est possible de solliciter aisément (y compris via Internet) un premier délai de trois mois pour le retour de la déclaration. Un émolument de 10 francs est toutefois facturé au contribuable.

Soucieux de la situation des contribuables qui, pour diverses raisons, peinent à respecter le délai du 31 mars, le Conseil d'Etat a décidé de supprimer cet émolument. Un premier délai au 30 juin peut ainsi être désormais sollicité et obtenu gratuitement.

La suppression de cet émolument concrétise les invites de la [proposition de motion 2040](#), adoptée avec amendements le 25 septembre 2012 par la commission fiscale du Grand Conseil. Cette motion n'a pas encore été traitée à ce jour par le Grand Conseil. Néanmoins, compte tenu de l'approche de l'échéance du délai normal de retour des déclarations, le Conseil d'Etat a décidé de mettre en œuvre sans tarder cette modification en faveur des contribuables.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Part cantonale du bénéfice Loterie romande : première attribution 2013

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande, lors de la première de ses quatre séances annuelles d'attribution.

Ainsi, 108 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 4,591 millions de francs, dont 50% dévolus à la culture. Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution seront publiés dans la [Feuille d'avis officielle](#).

Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site www.entraide.ch, sous la rubrique « obtenir un don », en cliquant sur l'écusson du canton de Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DU, ☎ 022 546 54 10.

Collonge-Bellerive : élection complémentaire d'un conseiller administratif

Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Philippe Thorens** élu sans scrutin à la fonction de conseiller administratif de la commune de Collonge-Bellerive.

Suite à la démission de Mme Christine Maitre du poste de conseillère administrative de la commune de Collonge-Bellerive, le Conseil d'Etat a fixé la date de l'élection complémentaire d'un-e membre du conseil administratif au 9 juin 2013 avec un délai de dépôt des listes de candidatures au 4 mars 2013 (voir [point de presse du 30 janvier 2013](#)).



Une seule liste de candidature ayant été déposée dans le délai prescrit au service des votations et élections et portant le nom de M. Philippe Thorens, l'élection complémentaire devient dès lors tacite.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Changements d'élus communaux au mois de mars

Dans le courant du mois de mars 2013, le service des votations et élections a effectué sept changements de conseillers/ères municipaux dans les différentes communes du canton :

- Carouge : M. André Rossi, démissionnaire de la liste « MGC – Mouvement Citoyens Genevois », a été remplacé par M. **Salah Ben Chaabane**.
- Bernex : M. Lionel-Pierre Rossini, démissionnaire de la liste « UDC – Ma commune Ma Maison » a été remplacé par M. **Walter Bisol**.

De plus, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, trois élections complémentaires par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) ont eu lieu dans les communes suivantes :

- Veyrier : M. **Derek White** est élu sans scrutin sur la liste « MCG – Mouvement Citoyens Genevois », suite à la démission de Mme Dominique Rolle.
- Onex : MM. **Gerardo Fusco** et **Gérald Ducret** sont élus sans scrutin sur la liste « MCG – Mouvement Citoyens Genevois », suite à la démission de M. Christian Muller et Mme Marisa Liotti-Calo.
- Confignon : Mme **Maria Inès Maigre** est élue sans scrutin sur la liste « MCG – Mouvement Citoyens Genevois », suite à la démission de M. Olivier Bertholet, et M. **Farid Ben-Slimane** sur la liste « PLR – Les Libéraux Radicaux de Confignon », suite à la démission de M. Gian Heim.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Condoléances suite au décès de M. Jean-Claude Favez, ancien recteur de l'Université de Genève

Le Conseil d'Etat a adressé ses condoléances à l'épouse de M. Jean-Claude Favez, ancien recteur de l'Université de Genève, dont il a appris le décès avec tristesse et émotion.

Historien spécialiste du 20^{ème} siècle, humaniste, brillant professeur estimé par ses collègues et par ses étudiants, M. Favez était par ailleurs reconnu au sein de la cité pour avoir assuré son mandat de recteur avec engagement et conviction. Le gouvernement a tenu à affirmer la haute estime dans laquelle il tenait le professeur Favez.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 avril 10h00	Présentation du compte 2012 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel ☎ 022 327 98 07